

4.2.4 Promotion de la concurrence dans l'industrie intérieure

La question fondamentale est de cerner ce qui serait bon pour l'économie canadienne. Si la concurrence ne produit que des bienfaits, les décisionnaires politiques doivent s'efforcer de la promouvoir. Il leur faut non pas restreindre l'investissement étranger direct, mais accélérer la transmission de ses retombées positives jusqu'aux entreprises intérieures et aux consommateurs, à la condition toutefois que les multinationales soient assujetties à la concurrence provenant des intervenants canadiens et ne puissent régir à leur guise l'évolution de leur champ d'activité.

La promotion de la concurrence dans les secteurs où l'on trouve des filiales de multinationales apporterait deux grands bienfaits. Premièrement, les multinationales seraient tenues d'y répondre en perfectionnant sans cesse leurs méthodes de production, ce qui avantagerait le consommateur en lui garantissant des produits moins chers et de meilleure qualité. Deuxièmement, un climat commercial dynamique assurerait des afflux réguliers de technologies nouvelles et accroîtrait à la fois les possibilités de retombées positives et, éventuellement, l'aptitude des intervenants locaux à se les approprier. Ainsi seraient constamment stimulés autant la productivité que le progrès technique, et ainsi pourrait-on prévenir le cercle vicieux qui apparaît quand une multinationale, laissée à elle-même, se désintéresse de viser la norme reconnue à l'échelle mondiale.⁷²

En favorisant la compétitivité dans l'industrie intérieure, on obtient dans la foulée une amélioration du rendement à l'exportation. Des recherches ont prouvé que les multinationales ayant à affronter une forte concurrence sont plus enclines à exporter que celles dont les rivaux sont moins menaçants.⁷³

4.2.5 L'importance des principes économiques fondamentaux

Même si la recherche semble le démontrer amplement, on nous permettra de souligner derechef que l'investissement étranger direct ne peut se substituer à une politique économique intérieure bien pensée. Il ne guérira pas les carences de productivité, d'exportation ou d'investissement intérieur, car une économie ne peut sans cesse s'abreuver à la réussite étrangère. En l'absence de politiques macroéconomiques élémentaires produisant un régime fiscal et monétaire axé sur la lutte à l'inflation et sur le développement durable, il est impossible de récolter tous les bienfaits de l'intervention financière étrangère. L'industrie intérieure doit être à la fois productive, souple et concurrentielle pour survivre et prospérer, à l'échelle aussi bien mondiale que nationale. Le climat dans lequel elle évolue est de plus en plus soumis aux influences venues d'ailleurs, tout comme la politique économique intérieure. Les visées du gouvernement canadien, au plan économique comme au plan commercial, doivent concorder avec celles de nos partenaires pour que nos entreprises puissent se faire efficacement valoir, ici autant que hors de nos frontières.

⁷² Voir à ce sujet Blomstrom, *op. cit.*, p. 101.

⁷³ Voir à ce sujet Seebach, *op. cit.*, p. 17.